

Questions orales

Le ministre avouera-t-il maintenant à la Chambre qu'il n'a aucune véritable stratégie industrielle? Reprenant ce que mes collègues ont dit avant moi, je lui demande également s'il démissionnera, éliminant cette forme d'ingérence du gouvernement?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Comme je le signalais à la Chambre le 16 juillet, madame le Président, le programme d'exemption des droits de douane réclamé par Volkswagen représentait une contribution atteignant des millions de dollars de tous les contribuables de l'Ontario et du Canada. De fait, depuis que nous avons effectivement annoncé le programme, il est évident que la contribution supplémentaire des contribuables atteindra 10 millions de dollars par an en plus du programme actuel d'exemption des droits de douane qui s'élève à 15 millions de dollars. Je soutiens que, dans les circonstances, il incombe au gouvernement de veiller à ce que tous les endroits appropriés soient examinés avant qu'une décision définitive ne soit prise d'autoriser ce programme d'exemption des droits de douane. Il doit notamment se préoccuper des régions souffrant de chômage élevé et de faible croissance. Si nous n'avons pas été disposés à agir ainsi, nous aurions alors négligé nos responsabilités envers les contribuables et tous les Canadiens.

● (1440)

Si nous n'avons pas pris cette décision au sujet du programme d'exemption des droits de douane, cette usine n'aurait pas été établie au Canada et des retombées économiques importantes nous auraient échappé. Grâce à nos efforts et non à l'agitation de mon honorable ami, nous avons réussi à l'obtenir pour le Canada.

* * *

L'ENVIRONNEMENT**LA POLLUTION DU LAC ONTARIO PAR LA DIOXINE**

M. Neil Young (Beaches): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. La semaine dernière, le ministre a confirmé qu'on avait trouvé de fortes quantités de dioxine dans le lac Ontario. Le ministre reconnaîtra sûrement que l'absorption de dioxine présente un grave danger pour la santé. En outre, le ministre a indiqué qu'il rencontrerait ses homologues de l'Ontario pour discuter de la manière de régler ensemble ce problème. Le ministre a-t-il donné suite à ses propos et peut-il nous dire quand les Canadiens peuvent s'attendre à des mesures concrètes de sa part?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, la question du député appelle une réponse complexe. De nombreuses mesures concrètes ont déjà été prises. Le problème de la dioxine n'est certes pas nouveau. Nous avons collaboré avec diverses parties, particulièrement en vue de régler tout litige concernant l'usine chimique Hooker, d'où vient probablement la dioxine qui s'introduit dans le Niagara. Nous avons informé ces personnes, en les faisant profiter notamment des connaissances des témoins, et nous leur avons

accordé une aide financière. Mais il ne s'agit aucunement d'un nouveau problème. C'est un problème auquel nous nous sommes déjà attaqués.

Nous ne savons pas exactement si le pourcentage de dioxine augmente. Mais grâce au perfectionnement de nos dispositifs de détection, nous sommes maintenant en mesure de détecter des traces de produits chimiques et de poisons bien mieux que par le passé. Les chiffres que nous avons nous font penser que la teneur en dioxine diminue.

En nous fondant sur les derniers renseignements dont nous disposons, nous estimons qu'il faut que l'Ontario et le gouvernement du Canada collaborent en vue d'exercer des pressions sur les États-Unis, d'établir de nouvelles normes et de fixer les niveaux maximums admissibles de produits chimiques dans le Niagara. Nous avons commencé par rencontrer divers groupes qui sont très inquiets de la situation, et dans quelques jours nous aurons des entretiens avec des représentants du gouvernement de l'Ontario.

LA CONSTITUTION D'UN COMITÉ MULTIPARTITE

M. Neil Young (Beaches): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au ministre de l'Environnement. Je serais le premier à admettre la gravité du problème, mais le ministre ne semble pas vouloir le prendre avec le même sérieux que la plupart des gens. Cela étant, le ministre accepterait-il de constituer un comité multipartite de la Chambre qui étudierait le problème de la dioxine et présenterait un rapport à la Chambre pour que nous puissions traiter ce problème de manière efficace?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, je ne parviens pas à comprendre comment l'honorable représentant a pu se mettre en tête que nous ne prenions pas la question très au sérieux.

M. Young: Cela figure au hansard. Vous avez fait cette déclaration la semaine dernière.

M. Roberts: Si l'honorable représentant se donnait la peine de voir ce qui s'est fait, il constaterait que depuis 18 mois, nous effectuons des recherches sur les eaux des Grands lacs pour tirer cette affaire au clair. C'est même le ministère de l'Environnement qui a décelé des traces de dioxine qui avaient échappé aux détections antérieures, ce sont donc nos travaux scientifiques qui ont permis au public de prendre conscience du problème et c'est grâce aux efforts que nous avons déployés ces 18 derniers mois que nous avons pu rassembler les différents groupes et les gouvernements pour mener une action concertée auprès du gouvernement américain. L'honorable représentant parle donc à tort et à travers quand il dit que nous n'avons rien fait.

M. Young: C'est bien plutôt vous. Vous n'êtes au courant de rien.

M. Roberts: L'honorable représentant devrait mieux connaître les faits que cela.